Dugué P., Jouve Ph., (éds.), 2003. Organisation spatiale et gestion des ressources et des territoires ruraux. Actes du colloque international, 25-27 février 2003, Montpellier, France. Umr Sagert, Cnearc.

Comment l'alliance du terrorisme et du narcotrafic façonne les territoires des piémonts amazoniens des pays andins

L'exemple de l'*Alto Huallaga* au Pérou[1]

F. VALENCIA CHAMBA*, J. RIOS, M.G. PIKETTY*, R. POCCARD-CHAPUIS*, J.-F. TOURRAND**

*Universidad Nacional Agrária de la Selva, Tingo María, Pérou

**CIRAD-Brésil, Brésil

Résumé — Comment l'alliance du terrorisme et du narcotrafic façonne les territoires des piémonts amazoniens des pays andins. Jusqu'en 70, l'*Alto Huallaga* était une tranquille région amazonienne de piémont andin couverte à 90 % de forêt. Au début de la décennie 90, l'*Alta Huallaga* était considéré comme une des principales zones de production de cocaïne. Après la Colombie et avant la Bolivie, le piémont andin péruvien a été façonné par l'alliance du narcotrafic et du terrorisme. Parmi les principales causes, vient le quasi-abandon d'une agriculture familiale insuffisante pour jouer un rôle politique majeur à l'échelle nationale. La productivité de la main-d'œuvre dans la culture de coca étant de 5 à 10 fois supérieure à celle de n'importe quelle autre culture. L'agriculture familiale s'y est laissée entraîner, d'autant plus facilement que la plupart des exploitations en cultivait déjà quelques pieds pour la consommation traditionnelle des feuilles. Une autre cause déterminante a été l'efficacité de la filière coca capable aussi bien d'organiser les migrations de paysans sans-terre et futurs planteurs de coca originaires de la *Sierra* et de la *Costa* vers l'Amazonie, que d'exporter vers le 1er consommateur mondial le produit fini. Deux autres facteurs ont joué un rôle de premier plan : l'évolution de la guérilla socio-politique du *Sentier Lumineux* en mouvement terroriste à la solde du narcotrafic et la forte implication dans le système mafieux de leaders politiques, du système bancaire national et international. Maintenant que plus de 80 % des surfaces en coca ont été détruites, la région donne l'impression de sortir d'un cauchemar. Chaque famille compte des morts. Les financements se limitent surtout à l'élimination des cultures de coca. La jeune génération ne sait que cultiver de la coca. L'espace est en grande partie déforesté et les terres fortement dégradées. Rien n'est joué, d'autant plus que d'autres cultures illicites ne demandent qu'à repartir sur les cendres de la coca en utilisant des filières similaires.

Abstract — How the combination of terrorism and drug-trafficking is reshaping the Amazonian piedmont territories of the Andes: the example of the *Alto Huallaga* region in Peru. Until 1970, *Alto Huallaga* was a peaceful Amazonian piedmont region of the Andes with a forest cover of 90%. At the beginning of the 90s, *Alto Huallaga* region was considered to be one of the major production areas for cocaine. After Columbia and before Bolivia, the Andean piedmont of Peru was reshaped due to the combination of drug-trafficking and terrorism. One of the main causes accounting for this change was the fact that the number of small family holdings declined to such an extent that on a national scale their political role ceased to have any significant impact. When cocaine is grown, labour productivity is 5 to 10 times higher than in the case of any other

[1] Cette communication a fait l'objet d'un article soumis et accepté par la revue Autrepart, à paraître dans un numéro spécial *Sociétés en guerre*.

culture. Small family holdings therefore started growing the plant, all the more so as most of these farms were already growing a few plants for their domestic use. Another determining factor is the efficiency of the cocaine ring, capable equally well of arranging the migration of peasants who have no land and future cocaine planters from the *Sierra* and the *Costa* regions towards Amazonia, and exporting the finished product to the 1st World. Two other factors also had a major impact on farming practices in the region. The social-political *Sentier Lumineux* guerrilla turned into a terrorist movement in the pay of drug-trafficking and political leaders, national and international banks became increasingly involved in the drugs mafia. Now that over 80% of the cocaine plantations have been destroyed, the region looks as if it has been through a nightmare and deaths have been recorded in just about every family. Public funds are almost entirely devoted to the destruction of cocaine plantations but the younger generations don't know how to grow anything else. The area has been very largely deforested and the arable land is extremely degraded. The game is far from over, all the more so as other, yet similar drug-trafficking rings may lead small farmers into planting other illegal cultures on the ashes of their cocaine plantations

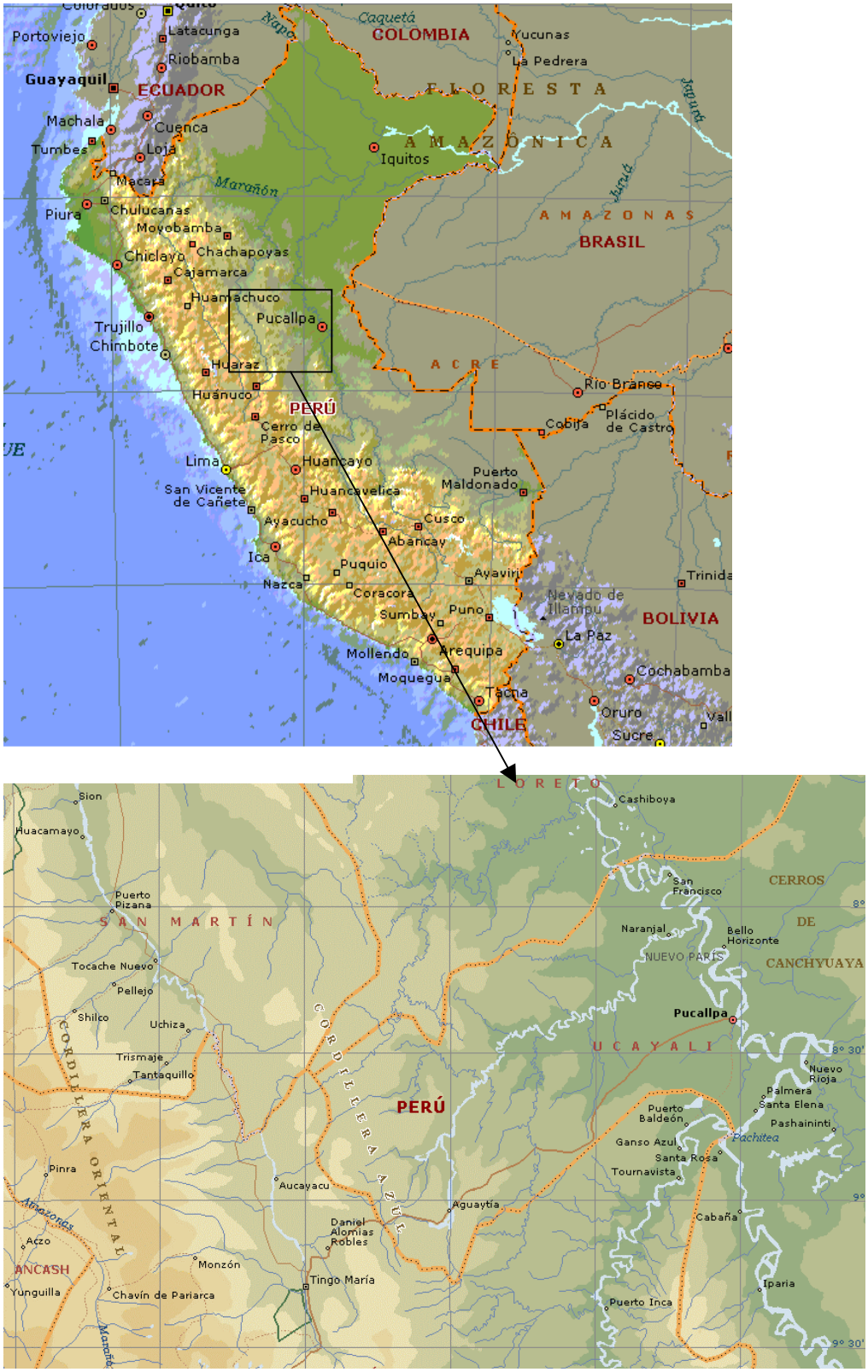
A la fin des années 40, la région du *Alto Huallaga* était une des portes d'entrée de la colonisation de l'Amazonie péruvienne (figure 1). Sa capitale, *Tingo María* (figure 2) créée en 1938, deviendra une des principales villes du piémont. Les migrants arrivaient de la *Sierra* et de la *Costa*, où la situation foncière était critique en raison de la prédominance d'un système minifundiaire.

Les premiers colons étaient les ouvriers qui construisaient la route. Ils s'appropriaient les terres situées à proximité de la route et des noyaux urbains en construction. Ont suivi beaucoup d'exclus du système foncier de la *Sierra* et de la *Costa* à la recherche d'un lopin de terre, anciens ouvriers agricoles ou fils d'ouvrier agricole. Ont migré également quelques pionniers opportunistes, petits propriétaires, commerçants, techniciens, voyant l'intérêt d'acquérir à bas prix de grandes propriétés de quelques dizaines d'hectares. La plupart des colons n'ayant aucune connaissance des potentialités et caractéristiques agricoles des écosystèmes amazoniens, la culture sur brûlis était unanimement adoptée par tous. Chaque année, chaque famille coupait, brûlait et cultivait une ou plusieurs parcelles de forêt qui fournissait l'alimentation de base et dont le surplus était commercialisé. Lorsque le sol le permettait, des cultures pérennes (cacao, café, thé, agrumes, etc.) étaient plantées. En quelques années, elles fournissaient le principal revenu de l'exploitation. L'élevage bovin constituait une épargne. La production laitière était autoconsommée, mais également commercialisée sous forme de lait cru ou de fromage lorsque l'exploitation se trouvait à proximité d'un noyau urbain. Dans quelques exploitations, le revenu de la cueillette du caoutchouc constituait un revenu de premier plan.

L'ère de la coca 1975-1995

Au cours de la décennie 80, la superficie cultivée en coca au Pérou a plus que décuplé, passant de 15 000 à près de 200 000 hectares (APODESA, 1994), dont seulement 19 000 hectares, auraient été contrôlés par l'entreprise nationale péruvienne ENACO ayant le monopole de la commercialisation de la production à usage médical. Ce boom de la coca résulte de la combinaison de plusieurs facteurs. Tout d'abord il y a demande forte et croissante de cocaïne dans les pays développés. Ensuite, vient l'implication dans le narcotrafic d'une partie de la classe politique qui trouve divers intérêts à laisser le Pérou devenir un des principaux producteurs de cocaïne. Enfin, on trouve l'ensemble des acteurs de la filière coca, des producteurs aux narcotrafiquants en passant par le système bancaire. Pour donner quelques chiffres, sachant qu'un producteur du *Alto Huallaga* cultivait en moyenne 1,5 ha de coca, son revenu net annuel était d'environ U$4 100, c'est-à-dire de cinq à huit fois le revenu moyen du même petit agriculteur sans coca.

Le tableau 1 compare quelques données économiques pour diverses cultures rencontrées dans la région du *Alto Huallaga* en se basant sur un coût journalier de la main-d'œuvre de U$2,86 en juin 2001. Le coût des intrants n'est pas pris en compte dans le tableau. Il est élevé pour la coca, de l'ordre de 15-40 % selon le niveau d'intensification. Malgré ce biais, on constate la très haute rémunération pour la coca comparée aux autres cultures. Tout producteur était donc fortement tenté de se spécialiser dans la production de coca, tout au moins d'y donner la priorité par rapport aux cultures annuelles et pérennes. La situation de l'élevage bovin était plus complexe. Bien que présentant une rémunération de la main-d'œuvre inférieure à la coca, il ne s'est pas développé comme épargne et placement intéressant pour les revenus illicites issus de la coca. Le cheptel du *Alto Huallaga* est passé de 70 000 à moins de 10 000 bovins. Deux grandes raisons à cela. La première a été l'augmentation de la consommation locale de viande bovine en relation avec la forte élévation du revenu moyen dans la région liée à la coca. La seconde était le racket perpétuel mené tant par la guérilla que par les forces de l'ordre sur les éleveurs pour qu'ils contribuent à l'alimentation des troupes. Vu la différence de rémunération de la coca par rapport aux autres activités agricoles, on peut considérer que la chute quasi générale des produits agricoles et les diverses contraintes phytosanitaires rencontrées par les cultures pérennes au cours des vingt dernières années n'ont eu qu'un effet secondaire dans le choix de la très grande majorité des agriculteurs. Elles ont tout au plus favorisé la spécialisation dans la coca au lieu du maintien de systèmes de production agricole diversifiés.



Figures 1 et 2. Le Pérou et *l'Alto Huallaga* dans le piémont de l'Amazonie péruvienne.

Tableau I. Comparaison des données économiques pour les diverses cultures du Alto Huallaga

Cultures	Rend. (kg/ha)	Prix U$/Kg	Marge brute /ha (U$)	Journées /ha	Coût Main-d'œuvre	Productivité Main-d'œuvre
Pérennes						
Café	500	0,91	455	83	237,4	218
Coca	690	4,02	2774	75	214,5	2559
Annuelles						
Riz pluvial	2000	0,18	360	85	243,1	117
Maïs	2 000	0,15	300	85	243,1	57
Banane	12,000	0,11	1320	100	286,0	1034
Manioc	15 000	0,07	1050	120	343,2	707
Papaya	13 000	0,07	910	115	328,9	581

Source: Adaptation et actualisation pour 2001 par les auteurs des données de Agencia Leoncio Prado, Región Agraria Huanuco-MINAG, Mayo 2000.

On estime à près de 200 000 le nombre de Péruviens participant au système coca à la fin de la décennie 80 (OFECOD, 1993 ; PEAH, 1993 ; Valencia, 1997). Pour le *Alto Huallaga*, on considère que plus de 50 % de la population rurale était directement liée à la production de coca. La concentration des producteurs était très forte dans les sous-régions contrôlées par la guérilla où quasiment tous les agriculteurs avaient leur champ de coca. Elle était plus faible dans les sous-régions de colonisation plus ancienne où prédominaient des systèmes de production diversifiés, ainsi que dans celles fréquemment patrouillées par les forces de l'ordre. Dans les zones de forte production, on assistait souvent à une monoculture de coca, les agriculteurs achetant en ville quasiment tout le nécessaire à leur alimentation. Parallèlement, on a constaté un dépeuplement des campagnes. Tout en gardant leur champ de coca, de nombreux agriculteurs, producteurs de coca ou non, ont déménagé pour s'installer en ville fuyant l'insécurité des campagnes. A cette époque, toutes les fermes étaient à la merci des bandes armées, opérant de préférence la nuit, à la recherche de l'argent issu de la vente de la production de coca. La nécessité d'être armé pour commercialiser sa production de coca ou mieux d'être escorté par une personne de confiance, parent ou ami, afin de dissuader les éventuels assaillants, a conduit de nombreux agriculteurs à fuir le milieu rural pour la ville où leur sécurité leur paraissait mieux assurée. En outre, le racket permanent opéré sur les routes par les bandes armées de la guérilla avait fait se concentrer les activités commerciales dans les villes et les gros villages.

Hormis le problème de l'insécurité, l'impact de la coca semble avoir été plus fort en milieu urbain qu'en milieu rural. En quelques années, de simples hameaux sont devenus de véritables villes dont quasiment toutes les activités marchandes reposaient directement ou indirectement sur des flux monétaires engendrés par l'économie de la coca : le commerce agricole vit des intrants de la coca, le commerce de biens de consommation et le secteur bancaire vivaient de l'argent de la coca, le secteur des distractions et loisirs (bars, salles de jeux, boites de nuit, etc..) vivait des acteurs de la coca, producteurs et narcotrafiquants. L'argent de la coca payait tout. Le pouvoir politique était contrôlé par la filière coca. Ceux qui tentaient de s'y opposer étaient contraints de fuir ou étaient éliminés. A titre indicatif, six maires et conseillers municipaux de la ville de *Tingo María* ont été assassinés pour avoir tenté de s'opposer à la main mise de la filière coca sur la ville et sa région. La période 1985-1992 est la plus noire pour les assassinats.

Dans un tel contexte, parler de développement alternatif basé sur d'autres productions agricoles est une gageure. Instaurer un autre système signifie tout reconstruire. Une des preuves en est la facilité d'implantation de nouvelles cultures illicites, marijuana et *amapola* pour la production d'héroïne, maintenant qu'il n'est plus aussi intéressant de cultiver de la coca. En effet, l'introduction du champignon du *seco-seco* (*Fusarium oxysporum*)[2] a réduit de près de 70-80 % la productivité de la culture de coca, c'est-à-dire en a fait une culture quasiment équivalente aux autres productions agricoles du point de vue de la rémunération de la main-d'œuvre. Mais plutôt que de revenir sur les

[2] Il est fort probable que ce champignon ait été introduit dans le cadre du plan de lutte contre la production de coca.

cultures traditionnelles de la région, on constate que de nombreux agriculteurs de la région optent pour d'autres cultures illicites dont les filières se calquent sur la filière coca.

De plus, les divers flux migratoires ont laissé une situation foncière complexe. Aujourd'hui, il est fréquent de trouver des terres avec plusieurs exploitants en mesure d'en revendiquer la propriété. Il peut s'agir par exemple du cas d'un exploitant installé au cours de la colonisation agricole, qui a été contraint de fuir au début de l'ère de la coca, dont les terres ont été distribuées à de nouveaux migrants avant d'être en partie regroupées dans le cadre d'un processus de concentration foncière. De retour dans la région, l'exploitant initial trouve sur ses terres un ou plusieurs exploitants, certains pouvant même avoir acheté leur terre, avec éventuellement des régimes fonciers différents : exploitation directe, métayage, fermage. Un autre exemple classique est celui de l'exploitant ayant fui la région laissant ses terres en grande partie couverte de forêt et qui les retrouvent quelques années plus tard, occupées ou non, mais dégradées et inexploitables car totalement déforestées, ayant été mises en culture de coca puis ayant été abandonnées à cause du seco-seco.

Parallèlement à son impact sur le foncier, le système coca a eu un effet environnemental majeur. La culture se fait de préférence sur des sols à fortes pentes, certaines atteignant plus de 45-50 %, entraînant une forte érosion. L'emploi intensif d'herbicides et pesticides a rendu la terre impropre à toute culture pendant plusieurs années après l'arrachage des plants. Cela sans parler des divers intrants nécessaires à la fabrication de la cocaïne détruisant de manière irréversible la faune et la flore des cours d'eau. Globalement, près de 40 % des ressources génétiques du piémont péruvien auraient été détruites. Avec la généralisation de la culture sur brûlis, en 20-25 ans de coca, l'Alto Huallaga est passé d'un écosystème forestier à un paysage mité par la coca. Les réserves naturelles ont été en partie envahies, soit directement par des migrants installés par la guérilla, soit par des exploitants dont les champs ont été détruits par les forces de l'ordre à partir de 1995-1996.

Le terrorisme

La *lutte armée* menée par le *Sentier Lumineux* démarre en 1980 dans l'*Alto Huallaga* où se concentre la plus grande production péruvienne de coca. Les premiers comités d'appui à la *Lutte Armée* se constituent en zone rurale, puis dans les villages et villes, à chaque fois autour d'un représentant, *el delegado*, interlocuteur privilégié entre les populations locales et la direction du *Sentier Lumineux*. Les premières actions conduites par le *Sentier Lumineux* suscitent l'adhésion du peuple car elles répondent à une véritable attente. Elles concernent la lutte contre la corruption, la délinquance, la prostitution et la consommation de drogues. Toutefois, tous les *delagados* n'ont pas la formation politique et la motivation idéologique des membres de la direction du *Sentier Lumineux*. De nombreux écarts par rapport aux fondements du mouvement sont assez vite enregistrés. Les plus fréquents concernent une attitude despotique vis-à-vis de la population, ainsi que la tendance à l'enrichissement personnel. Plus grave, quelques *delegados* ordonnent l'assassinat d'innocents sans enquête préalable. Il y a ainsi assez rapidement une mobilisation d'une partie des leaders traditionnels (élus locaux, représentants de la Société civile et chefs des administrations) contre les *delegados*. En s'opposant au nouveau système, ces leaders deviennent naturellement les premiers visés. Beaucoup le paie au prix de leur vie. Ainsi, après une première vague de soutien de la population, une défiance s'installe.

Parallèlement, pour financer ses diverses actions, le *Sentier Lumineux* s'allie au narcotrafic dans le cadre d'un échange de bons procédés : le *Sentier Lumineux* protège le narcotrafic qui en retour rétribue le mouvement subversif. Progressivement, le *Sentier Lumineux* perd de sa crédibilité politique et s'éloigne de la population. De guérilla socio-politique, il devient un simple mouvement terroriste. Le basculement définitif s'opère quand il fait sauter quelque 200 ponts rendant impraticables près de 1 000 km de routes goudronnées, des tours à haute tension limitant l'approvisionnement en énergie électrique, plastiquant diverses institutions publiques et entreprises privées, attaquant les véhicules de la police, kidnappant des personnalités politiques. Le coût financier des actions du *Sentier Lumineux* est estimé à 20 milliards de dollars, soit l'équivalent des trois quarts de la dette externe du Pérou (PEAH, 1997 ; El Peruano, 2000 ; Rospigliossi, 2002).

Dans l'*Alto Huallaga*, le préjudice a été grand pour de nombreuses entreprises privées et publiques contraintes de se soumettre à l'impôt révolutionnaire ou de disparaître, ainsi que pour la Société civile. Les associations et autres organisations paysannes disparaissent. L'église catholique jusqu'alors très présente en milieu rural dans toute la région limite son action aux villes. La société dans son ensemble se déstructure, chaque famille se retranche sur son exploitation et son revenu tiré de la

coca. Chacun préfère fermer les yeux sur ce qui se passe chez le voisin de peur d'y être impliqué et d'en subir les conséquences. L'arrivée en masse de migrants ne favorise pas leur intégration, mais jette la suspicion sur tout nouvel arrivant. Il y a une perte des valeurs de la société rurale traditionnelle. Les verrous traditionnels sautent un à un. L'argent de la coca devient le seul lien entre les exploitations. En ville, l'alcoolémie, la prostitution et la petite délinquance prennent de l'ampleur.

Parallèlement au *Sentier Lumineux* opérant dans tout le pays, en particulier dans l'*Alto Huallaga*, le mouvement révolutionnaire *Tupac Amaru* (MRTA) est plus présent dans le *Huallaga Central*. Sa stratégie relève plus de la guérilla que du terrorisme.

Dans sa lutte contre les mouvements subversifs, l'armée et la police ont également commis divers écarts et bavures tels que des exécutions arbitraires, le racket des populations locales, etc. lui faisant perdre une part de sa crédibilité. En outre, il est clair, qu'à titre individuel, des militaires et policiers se sont alliés ou ont été contraints de s'allier au mouvement subversif.

En fait, chacune des deux parties en conflits dispose (i) d'aires de sécurité qu'elle contrôle et où elle se déplace en toute sécurité, (ii) d'espaces de mouvement comportant certains risques mais où elle patrouille à la vue de tous, et enfin (iii) de lieux aux mains de la partie adverse où elle n'intervient que rarement et de manière ponctuelle pour porter des coups. Les limites entre les différents territoires changent en fonction de l'évolution des conflits, de l'ascendant pris par tel ou tel groupe, des stratégies retenues, etc. Aussi, les familles vivant dans ces territoires changeant d'occupants se retrouvent donc dans un statut proche de celui de prisonnier, à la merci de l'occupant du moment, sachant qu'une zone peut changer plusieurs fois d'occupants au cours d'une même période. De plus, pour les combattants, militaires, policiers et guérilleros, les périodes d'action et de conflits s'intercalent avec des phases de paix armée. En revanche, il n'y a pas vraiment de répit pour la population locale. Elle se cache et se protège en périodes de conflits. Pendant les phases de paix armée, elle est soumise à la pression du groupe dominant dans la zone qui reconstitue ses forces en hommes, en armes et en moyens logistiques.

Le *Sentier Lumineux* recrute ses hommes parmi les familles de la région, principalement en milieu rural. Avec la perte de crédit du mouvement subversif, l'engagement de nouvelles recrues a été de moins en moins spontané. Les pressions exercées sur les familles se sont faites de plus en plus fortes, chacune étant quasiment obligée de fournir un ou deux jeunes hommes, sous peine de représailles. En contrepartie, avoir un membre de sa famille dans le *Sentier Lumineux* donnait une certaine tranquillité vis-à-vis de la guérilla. En revanche, être reconnu comme fournisseur de troupes au mouvement subversif était s'exposer aux représailles des forces de l'ordre. Chaque famille était donc à la recherche du juste compromis entre les deux groupes aux méthodes similaires. Chaque faux pas était sanctionné par un préjudice financier dans le meilleur des cas, par la mort d'un ou plusieurs membres de la famille dans les autres situations.

On comprend que dans ces conditions, de nombreuses familles rurales aient décidé de migrer vers la ville où les groupes armés interviennent moins. Ceux qui restaient étaient contraints de cultiver de la coca dont une partie des revenus permettra l'achat d'armes et de subvenir aux besoins des bandes armées de la guérilla. On constate que malgré les revenus conséquents qu'ils ont tirés de la coca, la plupart des familles paysannes n'ont pas vraiment réussi à améliorer leurs conditions de vie, les prélèvements opérés tantôt par la guérilla, tantôt par les forces armées ne leur ayant pas permis d'accumuler. De plus, pour la grande majorité des pères et mères de famille, l'aspect économique est quasiment toujours mis en retrait par rapport à l'impact négatif sur les jeunes qui ont grandi dans cette ambiance de guerre, même sans avoir été enrôlés de force dans la guérilla.

Maintenant que la situation est redevenue à peu près normale, on relève l'aberration et l'absurdité de la situation avec d'un côté de grands adolescents enrôlés de force par la guérilla et de l'autre côté de jeunes recrues de l'armée originaires d'autres régions du pays et payés avec un salaire de misère, mais qui leur donne de meilleures conditions de vie que celles auxquelles ils sont habitués. On comprend ainsi qu'associée à l'introduction du *seco-seco* préjudiciant fortement la production de coca, la *loi du repentir* instaurée par le gouvernement péruvien en 1995 est venue à bout de la guérilla. Cette loi consistait à octroyer une remise de peines aux membres de la guérilla en contrepartie de l'arrêt de leurs activités subversives et du passage aux autorités d'informations précises sur les leaders de la guérilla. En peu de temps, cette loi a conduit à la capture des principaux responsables de ces mouvements : *Abimael Guzmán Reinoso* et *Camarada Feliciano* (Sentier Lumineux), *Víctor Polay Campos* (MRTA), etc., et à déstructurer le mouvement subversif. Même si quelques groupes armés continuent à opérer sporadiquement, il semble qu'il s'agisse plus de bandes de brigands à la recherche d'un profit immédiat que d'un véritable renouveau du mouvement subversif.

Le narcotrafic

Quelques années auront donc suffi au narcotrafic pour s'implanter dans l'*Alto Huallaga* et drainer la plus grande partie de la production de coca. A partir des années 70, l'économie du *Alto Huallaga*, de *Tingo* María à *Tocache*, a été dominée par le narcotrafic. Dans la région, il n'y avait pas d'industrie et d'entreprise prospère offrant des emplois salariés et créant de la sous-traitance. Même l'agro-industrie est peu développée en dehors de quelques unités employant un peu de main-d'œuvre non qualifiée. Pourtant, la région paraissait riche. Une demi-douzaine d'entreprises aériennes reliaient *Tingo María* avec les autres villes du *Huallaga*, ainsi qu'avec les métropoles de la *Sierra* et de la *Costa*. A titre de comparaison, aujourd'hui une seule compagnie assure la liaison *Lima – Tingo María* deux fois par semaine. Commerces de biens d'équipement et de consommation, lieux de distraction et de loisirs étaient nombreux. Ils donnaient à la région une impression de richesse sans commune mesure avec les autres centres urbains du pays. On constatait la présence de nombreux commerçants et démarcheurs étrangers. La ville de *Tingo María* possédait une douzaine de banques dans lesquelles étaient déposées des sommes importantes en dollars qui transitaient vers d'autres régions. On ne notait pas d'investissement dans la région, un peu comme s'il était nécessaire que l'argent parte. On parle d'économie fictive qui ne tient que parce que le système fonctionne. Par ailleurs, il était notoire que toutes les banques achetaient le dollar à un taux de change extrêmement bas pouvant atteindre 70 à 50 % de sa valeur réelle, laissant supposé une provenance illicite de cet argent. Aussi, à l'heure du règlement politique du conflit, on est donc en droit de se demander qui a tiré le plus profit de la coca et qui avait réellement intérêt à ce que le système perdure ? Les paysans ? Les divers autres agents de la filière ? Le système bancaire ? Le commerce local ? Les politiques locaux et nationaux ? ...

Durant toute la période 1980-2000, l'Etat péruvien n'est pas resté inactif. Avec l'appui des Etats Unis, l'armée péruvienne a tenté de détruire les séchoirs et les presses à coca. Ultérieurement, de la main-d'œuvre fut contractée pour détruire manuellement les champs de coca sauf ceux encadrés par l'ENACO. Face aux destructions, une partie des producteurs du *Alto Huallaga* se sont déplacés vers de nouvelles terres, généralement plus en aval ou dans des vallées moins accessibles ou mieux contrôlées par la guérilla. Ce fut notamment souvent le cas de nouveaux migrants. En effet, en raison de la rémanence dans le sol des produits utilisés, il est illusoire de vouloir produire après une culture de coca détruite. D'autres migrants récents sont repartis dans leurs régions d'origine, beaucoup avec l'espoir de revenir quand les conditions se seraient améliorées. Les anciens migrants, ceux de la colonisation initiale de l'Amazonie, déjà bien installés dans la région, ont eu tendance à résister, et cela d'autant plus qu'ils avaient la guérilla à leurs cotés. Le résultat a été un grand nombre de morts tant du coté des paysans que de celui des agents chargés de la destruction des cultures. Cette résistance est compréhensible dans la mesure où la plupart de ces paysans, entièrement spécialisés dans la culture de coca, n'ayant pas d'autre production, se trouvaient du jour au lendemain sans aucun revenu.

Parallèlement aux actions menées au cours de la seconde moitié de la décennie 90 pour éradiquer le narcotrafic du *Alto Huallaga*, le gouvernement se réimplante dans la région avec la construction d'infrastructures scolaires, médicales, routières, etc. Il lance plusieurs programmes de développement alternatif basés sur d'autres productions agricoles présentant une productivité de la main-d'œuvre raisonnable, sans atteindre celle obtenue avec la culture de la coca. Débuté dans l'*Alto Huallaga*, ce type de programme est diffusé à l'échelle nationale. L'objectif poursuivi est de revenir sur des systèmes de production agricoles diversifiés basés sur des plantes pérennes et annuelles associées à un peu d'élevage, comme cela existait 25-30 ans auparavant.

L'hypothèse est qu'en associant des systèmes de production agricole viables avec des conditions de vie acceptables, en particulier dans les domaines de la santé, de l'éducation et des transports, les paysans n'auraient pas tendance à revenir vers la culture de coca. Mais, l'introduction du *seco-seco* qui a réduit de 70 à 80 % la productivité de la coca a certainement été un des meilleurs facteurs qui ont poussé les paysans à abandonner la culture de la coca. En effet, quel est l'intérêt de continuer à produire de la coca dans le *Alto Huallaga* avec une filière en partie déstructurée et sans la protection de la guérilla décimée par *la Loi du repentir*, si cela ne rapporte pas vraiment plus qu'un système de production agricole classique ?

En conclusion, maintenant que la guerre à proprement parlé est finie, il faut reconstruire. D'un point de vue purement technique, les sols sont souvent dégradés ou impropres à l'agriculture. La situation foncière est complexe dans de nombreux cas. Les alternatives agricoles ne sont pas nombreuses. La banane plantain reste un des piliers de l'agriculture du *Alto Huallaga*. La papaye nécessitant peu d'espace est bien commercialisée sur le marché de *Lima* car arrivant en alternance avec la production de la *Costa*. L'élevage redevient une activité prisée mais nécessite un investissement initial que

beaucoup de paysans n'ont pas. D'un point de vue social, de nombreuses familles souhaitent savoir ce qu'il est advenu de leurs parents disparus, savoir ce qu'il s'est réellement passé. Les quelques personnes les plus en vue à l'époque du système mafieux fuient par crainte de représailles. Les migrants qui ont fui au début de l'ère de la coca reviennent. La plupart des gens ont conscience de la nécessité de pardonner, de tirer un trait sur cette époque, de reconstruire au plus vite quelque chose de neuf, de retrouver au plus vite des bases sociales cohérentes, en particulier pour les jeunes qui n'ont pas connu autre chose que le système mafieux et l'ambiance de guerre. On est surpris par le nombre de paysans qui, tout en regrettant les facilités économiques de l'époque de la coca, ne souhaitent pas que cela recommence. En fait, l'effondrement du système en quelques années infirme l'hypothèse d'un développement durable basé sur la coca. Certes, il y a bien eu un réel boom économique avec l'afflux de dollars, de biens de consommation, d'équipements. Mais qu'en reste-t-il ? On a l'impression d'une économie fictive qui ne dure que parce que le système fonctionne. En contrepartie, le prix social payé est exorbitant. Pas une famille n'a été épargnée et n'y a laissé un membre et les séquelles sont profondes, notamment sur les jeunes.

L'avenir du *Alto Huallaga* dépend beaucoup des moyens mis en œuvre par les pouvoirs publics pour la reconstruction d'une société agraire. Tout abandon du processus se traduira par un retour du système mafieux autour de la coca et du narcotrafic ou d'autres cultures illicites telles que la marijuana et l'amapola. En effet, il faut garder à l'esprit que le *seco-seco* a certainement été le principal artisan de l'abandon de la culture de la coca. D'autres cultures illicites peuvent donc naître sur les cendres de la coca, utilisant des filières similaires. La plupart des producteurs sont dans l'expectative, espérant beaucoup que les grands discours nationaux et internationaux sur la lutte contre la drogue seront suivis d'actions concrètes. L'impression générale est de sortir d'un cauchemar avec l'espoir de ne pas y retomber.

Bibliographie

APODESA, 1994. Modelos de explotación integral en el Alto Huallaga. Tingo María. Perú. 125 p.

CAIN, 1990. Plan de Desarrollo Rural a mediano plazo ámbito Tingo María. Comités de Productores, Tingo María.

CESPRO, 1999. Estudio de justificación Socioeconómica para el incremento del Presupuesto Municipal. MDPFL, Naranjillo, Perú.

CONTRADROGAS, 1999. Diagnóstico ámbito Institucional 1999. Unidad Desconcentrada Alto Huallaga.Tingo María.

CUANTO, 2000. Peru em Números. Anuário Estadístico – Lima, Perú.

DOUROJANI M., 1993. Amazônia qué hacer. Editorial CETA, Iquitos, Perú.

EL PERUANO, 2000. Reportaje sobre el costo de la guerra en el Perú. Diario Oficial del Perú, Lima, Perú.

IDIAH, 1993. Plan de Desarrollo Integral "Sistemas Integrales de Producción". Tingo María, Perú.

INEI, 1999. Censo Nacional de Población y Vivienda. Perú.

INEI, 2000. Compendio Socioeconómico. Lima, Perú.

OSORIO E., 1995. Diagnóstico Socioeconómico del distrito de Daniel Alomía Robles – Pumahuasi. UNAS, MDDAR. Tingo María, Perú.

OFECOD, 1993. Plan de Desarrollo Económico y Social del Valle del Alto Huallaga. Ofic. Planificación, Lima, Perú.

PEAH, 1993. Informe socio-económico del Alto Huallaga, Tingo María, Perú, 255p.

PEAH, 1997. Plano de desarrollo integral az largo prazo 1989-2000. OPP, Adm. Tingo María, Perú.

PEAH, 2000. Plan de Desarrollo Integral a Largo Prado 1989 – 2000. OPP, Adm. Tingo María, Perú.

RIOS A.J., 2001. Evaluaciones de sistemas de producción en selva alta con componente ganadero, 35 p.

ROSPIGLIOSSI F., 2002. Informe al congresso del Ministerio del Interior. Lima, Perú.

VALENCIA F. *et al.,* 1997. Plan Estratégico Institucional 1997 – 2007.MPLP. Tingo María, Perú.